

**Art. 14.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

**Art. 14.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

F. 95 — 1302

[C-Mac — 12281]

**7 AVRIL 1995.** — Arrêté royal relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel statutaire des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 (1)

ALBERT II, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 99, modifié par la loi du 1er août 1985, l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986 et la loi du 21 décembre 1994 et les articles 100 et 102, remplacés par l'arrêté royal n° 424 du 1er août 1986 et modifiés par l'arrêté royal du 21 décembre 1994;

Vu le protocole du n° 82/1 du 5 avril 1995 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15.

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est nécessaire de prévoir sans délai une base juridique pour l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques autonomes;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des entreprises publiques économiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, pour autant qu'ils soient soumis à un statut et qu'ils interrompent leur carrière professionnelle sur base ou en vertu des règles prises dans ce statut.

**Art. 2.** Le membre du personnel visé à l'article 1er peut interrompre sa carrière de manière complète, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus, sans que ces périodes puissent, au total, excéder soixante mois au cours de sa carrière.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la durée minimum est fixée à 12 semaines lorsque l'interruption est demandée par le travailleur à l'occasion de la naissance de son enfant.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Loi du 1er août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985;

Arrêté royal n° 424 du 1er août 1986, *Moniteur belge* du 21 août 1986;

Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.

N. 95 — 1302

[C-Mac — 12281]

**7 APRIL 1995.** — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de statutaire personeelsleden van de overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 beheersautonomie verkregen hebben (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 99, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en de wet van 21 december 1994 en op de artikelen 100 en 102, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1994;

Gelet op het protocol nr. 82/1 van 5 april 1995 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het noodzakelijk is zonder verwijl een juridische basis te voorzien voor de toekenning van onderbrekingsuitkeringen voor de personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de economische overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bestuursautonomie verkregen hebben, in zoverre deze personeelsleden aan een statuut onderworpen zijn en zij hun loopbaan onderbreken op basis van of krachtens de regels vastgelegd in dit statuut.

**Art. 2.** Het in artikel 1 bedoeld personeelslid kan zijn loopbaan volledig onderbreken met al dan niet opeenvolgende periodes van ten minste zes maanden en ten hoogste twaalf maanden, zonder dat die periodes tijdens zijn loopbaan in totaal zestig maanden mogen overschrijden.

In afwijking op de bepalingen van het vorig lid, wordt de minimumduur vastgesteld op twaalf weken indien de onderbreking door de werknemer wordt aangevraagd naar aanleiding van de geboorte van zijn kind.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Wet van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985;

Koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986;

Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

Pour pouvoir bénéficier de la disposition de l'alinéa 2, l'interruption de la carrière doit :

— faire suite immédiatement aux périodes visées à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 s'il s'agit d'un travailleur féminin;

— prendre cours au plus tard le premier jour qui suit la période de huit semaines à dater du jour de la naissance de l'enfant, s'il s'agit d'un travailleur masculin.

Le travailleur masculin peut bénéficier des dispositions du présent article pour autant que la filiation soit établie à son égard.

**Art. 3. § 1er.** Une allocation de 10 504 francs par mois est accordée au membre du personnel qui interrompt sa carrière conformément à l'article 2.

§ 2. Le montant de l'allocation est toutefois porté à 11 504 francs par mois, lorsque l'interruption de la carrière prend cours dans un délai de trois ans à partir d'une naissance ou une adoption d'un deuxième enfant, pour lequel le membre du personnel, qui interrompt sa carrière, ou son conjoint vivant sous le même toit, perçoit des allocations familiales.

Le montant de l'allocation est toutefois porté à 12 504 francs par mois lorsque l'interruption de la carrière prend cours dans un délai de trois ans à partir de toute naissance ou adoption postérieure à celle d'un second enfant, pour lequel le travailleur ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Les montants prévus à l'alinéa 1er ou 2 restent acquis, aussi en cas de prolongation de la période initiale d'interruption, au plus tard jusqu'au premier jour du mois suivant le mois au cours duquel l'enfant qui a ouvert le droit atteint l'âge de trois ans ou, en cas d'adoption, au plus tard jusqu'au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption est atteint. En cas de décès de l'enfant qui a ouvert le droit à ce montant, ce dernier reste acquis jusqu'à la fin de la période d'interruption en cours ou jusqu'à ce que l'enfant eût atteint l'âge de trois ans ou le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption aurait été atteint.

Si un travailleur, pendant une interruption en cours, sollicite le bénéfice d'une allocation majorée telle que prévue aux alinéas 1er ou 2, celle-ci peut être octroyée à partir du premier jour du mois qui suit la demande.

§ 3. Lorsque les allocations prévues aux §§ précédents ne sont pas dues pour un mois complet, elles sont réduites au prorata de la durée réelle de l'interruption de carrière pour ce mois.

§ 4. Les montants fixés dans le présent article ne restent cependant acquis que pendant les douze premiers mois de l'interruption de la carrière. Après cette période ils sont diminués de 5 p.c.

**Art. 4.** Chaque membre du personnel visé à l'article 1er peut interrompre à mi-temps sa carrière professionnelle, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus, sans que ces périodes puissent ensemble excéder soixante mois au cours de sa carrière.

**Art. 5. § 1er.** Une allocation de 5 252 francs par mois est accordée au membre du personnel qui interrompt à mi-temps sa carrière conformément à l'article 4.

§ 2. Le montant de l'allocation est toutefois porté à 5 752 francs par mois, lorsque l'interruption de la carrière prend cours dans un délai de trois ans à partir d'une naissance ou une adoption d'un deuxième enfant, pour lequel le membre du personnel, qui interrompt sa carrière, ou son conjoint vivant sous le même toit, perçoit des allocations familiales.

Le montant de l'allocation est toutefois porté à 6 252 francs par mois lorsque l'interruption de la carrière prend cours dans un délai de trois ans à partir de toute naissance ou adoption postérieure à celle d'un second enfant, pour lequel le travailleur ou son conjoint vivant sous le même toit, reçoit des allocations familiales.

Les montants prévus à l'alinéa 1er et 2 restent acquis, aussi en cas de prolongation de la période initiale d'interruption, au plus tard jusqu'au premier jour du mois suivant le mois au cours duquel l'enfant qui a ouvert le droit atteint l'âge de trois ans ou, en cas d'adoption, au plus tard jusqu'au premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption est atteint.

Teneinde te kunnen genieten van de bepaling van het tweede lid dient de loopbaanonderbreking :

— onmiddellijk aan te sluiten op de periodes bedoeld in artikel 39 van de wet van 16 maart 1971 indien het een vrouwelijke werknemer betreft;

— ten laatste een aanvang te nemen op de eerste dag die volgt op de periode van acht weken vanaf de geboorte van het kind, indien het een mannelijke werknemer betreft.

De mannelijke werknemer kan van de bepalingen van dit artikel genieten in zoverre de afkomst van het kind te zijnen opzichte vaststaat.

**Art. 3. § 1.** Aan het personeelslid dat zijn loopbaan overeenkomstig artikel 2 onderbreekt wordt een uitkering van 10 504 F per maand toegekend.

§ 2. Het bedrag van de uitkering wordt nochtans tot 11 504 frank per maand verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat binnen een termijn van drie jaar vanaf de geboorte of adoptie van een tweede kind waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

Het bedrag van de uitkering wordt nochtans tot 12 504 frank verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat binnen een termijn van drie jaar vanaf de geboorte of adoptie van een derde of daaropvolgend kind waarvoor de werknemer die zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

De bedragen voorzien in het eerste of tweede lid blijven behouden, ook in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop het rechtgevend kind de leeftijd van drie jaar heeft bereikt of, in geval van adoptie, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand gedurende dewelke de derde verjaardag van de homologatie van de adoptieakte wordt bereikt. In geval van overlijden van het kind dat het recht heeft geopend op dit bedrag blijft dit bedrag behouden voor de duur van de lopende onderbrekingsperiode of totdat het kind de leeftijd van drie jaar zou hebben bereikt of tot de derde verjaardag van de homologatie van de adoptieakte zou bereikt worden.

Indien een werknemer tijdens een lopende loopbaanonderbreking een aanvraag doet tot het bekomen van een verhoogde onderbrekingsuitkering zoals voorzien in het eerste of het tweede lid, kan deze verhoogde uitkering toegekend worden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de aanvraag.

§ 3. Wanneer de in de vorige §§ voorziene uitkeringen niet voor een volledige maand verschuldigd zijn worden ze verminderd naar verhouding van de werkelijke duur van de loopbaanonderbreking voor die maand.

§ 4. De in dit artikel vastgestelde bedragen blijven nochtans slechts behouden gedurende de eerste twaalf maanden van loopbaanonderbreking. Na deze periode worden ze verminderd met 5 pct.

**Art. 4.** Elk in artikel 1 bedoeld personeelslid kan zijn beroepsloopbaan halfijds onderbreken voor al of niet opeenvolgende periodes van ten minste zes maanden en ten hoogste twaalf, zonder dat die periodes gedurende zijn loopbaan samen zestig maanden mogen overschrijden.

**Art. 5. § 1.** Aan het personeelslid dat, overeenkomstig artikel 4, zijn beroepsloopbaan halfijds onderbreekt wordt een onderbrekingsuitkering van 5 252 frank per maand toegekend.

§ 2. Het bedrag van de uitkering wordt nochtans tot 5 752 frank per maand verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat binnen een termijn van drie jaar vanaf de geboorte of adoptie van een tweede kind waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

Het bedrag van de uitkering wordt nochtans tot 6 252 frank verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat binnen een termijn van drie jaar vanaf de geboorte of adoptie van een derde of daaropvolgend kind waarvoor de werknemer die zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

De bedragen voorzien in het eerste of tweede lid blijven behouden, ook in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop het rechtgevend kind de leeftijd van drie jaar heeft bereikt of, in geval van adoptie, tot maximaal de eerste dag van de maand volgend op de maand gedurende dewelke de derde verjaardag van de homologatie van de

En cas de décès de l'enfant qui a ouvert le droit à ce montant, ce dernier reste acquis jusqu'à la fin de la période d'interruption en cours ou jusqu'à ce que l'enfant eût atteint l'âge de trois ans ou le troisième anniversaire de l'homologation de l'acte d'adoption aurait été atteint.

Si un travailleur, pendant une interruption en cours, sollicite le bénéfice d'une allocation majorée telle que prévue aux alinéas 1er ou 2, celle-ci peut être octroyée à partir du premier jour du mois qui suit la demande.

§ 3. Lorsque les allocations prévues aux §§ précédents ne sont pas dues pour un mois complet, elles sont réduites au prorata de la durée réelle de l'interruption de carrière pour ce mois.

§ 4. Les montants fixés dans le présent article ne restent cependant acquis que pendant les douze premiers mois de l'interruption de la carrière. Après cette période ils sont diminués de 5 p.c.

**Art. 6.** Les allocations visées dans le présent arrêté sont payées par l'Office national de l'Emploi.

**Art. 7.** Les allocations d'interruption sont indexées et liées à l'indice-pivot 143,59. L'indexation est applicable à partir du deuxième mois qui suit la fin de la période de deux mois pendant laquelle l'indice moyen atteint le chiffre qui justifie une modification.

Pour l'application de cette indexation, l'indice des prix à la consommation de chaque mois est remplacé par la moyenne arithmétique de l'indice des prix du mois concerné et des indices des prix des trois mois précédents.

Chaque fois que la moyenne des indices des prix, remplacés selon l'article 2 de deux mois consécutifs, atteint l'un des indices-pivot ou est ramené à l'un d'eux, les allocations d'interruption rattachées à l'indice-pivot 143,59 sont calculées à nouveau en les affectant du coefficient 1,02n, n représentant le rang de l'indice-pivot atteint.

A cet effet, chacun des indices-pivot est désigné par un numéro de suite indiquant son rang, le n° 1 désignant l'indice-pivot qui suit l'indice 143,59.

Pour le calcul du coefficient 1,02n, les fractions de dix millièmes d'unités sont arrondies au dix millième supérieur ou négligées, selon qu'elles atteignent ou non 50 p.c. d'un dix millième.

Quand le montant de l'allocation d'interruption calculé conformément aux dispositions qui précèdent, comporte une fraction de franc, il est arrondi au franc supérieur selon que la fraction de franc atteint ou n'atteint pas 50 centimes.

**Art. 8.** § 1er. Sous réserve des incompatibilités découlant du statut applicable au membre du personnel, les allocations d'interruption peuvent être cumulées avec les revenus provenant, soit de l'exercice d'un mandat politique, soit d'une activité accessoire en tant que travailleur salarié déjà exercée avant l'interruption de la carrière, soit de l'exercice d'une activité indépendante. Toutefois, le cumul des revenus provenant d'une activité indépendante n'est possible qu'en cas d'interruption complète et seulement pendant une période de maximum douze mois.

§ 2. Lorsque le membre du personnel entame une activité de salarié rémunérée quelconque ou accroît une telle activité accessoire, il doit en avvertir le directeur préalablement à l'exercice d'une telle activité.

Le membre du personnel perd le bénéfice de l'allocation le jour de l'exercice d'une activité visée à l'alinéa 1er ou le jour où il compte plus de douze mois d'activité indépendante.

Si le directeur n'a pas été avisé préalablement à l'exercice d'une activité, l'allocation déjà payée est récupérée.

§ 3. Le membre du personnel est, pour les litiges qui découlent de l'exercice des activités visées aux §§ 1er et 2 et pour le contrôle de ces activités, assimilé au travailleur visé à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

adoptieakte wordt bereikt. In geval van overlijden van het kind dat het recht heeft geopend op dit bedrag blijft dit bedrag behouden voor de duur van de lopende onderbrekingsperiode of totdat het kind de leeftijd van drie jaar zou hebben bereikt of tot de derde verjaardag van de homologatie van de adoptieakte zou bereikt worden.

Indien een werknemer tijdens een lopende loopbaanonderbreking een aanvraag doet tot het bekomen van een verhoogde onderbrekingsuitkering zoals voorzien in het eerste of het tweede lid, kan deze verhoogde uitkering toegekend worden vanaf de eerste dag van de maand volgend op de aanvraag.

§ 3. Wanneer de in de vorige §§ voorziene uitkeringen niet voor een volledige maand verschuldigd zijn worden ze verminderd naar verhouding van de werkelijke duur van de loopbaanonderbreking voor die maand.

§ 4. De in dit artikel vastgestelde bedragen blijven nochtans slechts behouden gedurende de eerste twaalf maanden van loopbaanonderbreking. Na deze periode worden ze verminderd met 5 pct.

**Art. 6.** De in dit besluit bedoelde uitkeringen worden betaald door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

**Art. 7.** De onderbrekingsuitkeringen worden geïndexeerd en zijn gekoppeld aan de spilindex 143,59. De indexering geschiedt vanaf de tweede maand die volgt op het einde van de periode van twee maanden tijdens dewelke het gemiddeld indexcijfer het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt.

Voor de toepassing van deze indexering wordt het indexcijfer der consumptieprijzen van elke maand vervangen door het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de betrokken maand en de indexcijfers der drie voorgaande maanden.

Iedere maal dat het gemiddelde van het volgens het tweede lid vervangen indexcijfer van twee opeenvolgende maanden een der spilindexen bereikt of er op teruggebracht wordt, worden de onderbrekingsuitkeringen gekoppeld aan de spilindex 143,59 opnieuw berekend door de coefficient 1,02n er op toe te passen waarin n de rang van de bereikte spilindex vertegenwoordigt.

Te dien einde, wordt iedere spilindex aangeduid met een volgnummer die zijn rang opgeeft, het nr. 1 duidt de spilindex aan die volgt op de spilindex 143,59.

Voor het berekenen van de coefficient 1,02n, worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten naargelang zij al dan niet 50 pct. van een tienduizendste bereiken.

Wanneer het overeenkomstig de voorgaande bepalingen berekend bedrag der onderbrekingsuitkering een frankgedeelte bevat, wordt het tot de hogere of lagere frank afgerond naargelang het al dan niet 50 centimes bereikt.

**Art. 8.** § 1. Behoudens onverenigbaarheden die voortvloeien uit het statuut dat op het personeelslid toepasselijk is, kunnen de onderbrekingsuitkeringen gecumuleerd worden met de inkomsten die voortvloeien, ofwel uit het uitoefenen van een politiek mandaat, ofwel uit een bijkomende activiteit als loontrekkende die reeds werd uitgeoefend vóór de onderbreking van de loopbaan, ofwel uit de uitoefening van een zelfstandige activiteit. De cumulatie van inkomsten uit een zelfstandige activiteit is echter uitsluitend mogelijk in geval van volledige onderbreking en dit slechts gedurende een periode van maximum twaalf maanden.

§ 2. Wanneer het personeelslid enige betaalde arbeid in loondienst begint te verrichten of een zodanige bijkomstige werkzaamheid uitbreidt, moet hij de directeur voorafgaandelijk hiervan op de hoogte brengen alvorens een zodanige werkzaamheid te verrichten.

Het personeelslid verlies de aanspraak op uitkeringen op de dag dat een in het eerste lid bedoelde werkzaamheid wordt uitgeoefend of de dag dat hij meer dan twaalf maanden zelfstandige activiteit telt.

Indien de directeur niet op de hoogte is gebracht alvorens een werkzaamheid wordt uitgeoefend, wordt de reeds betaalde uitkering teruggevorderd.

§ 3. Het personeelslid wordt, voor de betwistingen die voortvloeien uit de uitoefening van de in de §§ 1 en 2 bedoelde activiteiten en van de controle op deze activiteiten, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Les allocations d'interruption ne sont pas cumulables avec l'octroi d'une pension à charge de l'Etat belge. Le droit à l'interruption de carrière sans le paiement d'allocations peut seulement être accordé lorsque :

1° le travailleur bénéficie d'une pension de survie;

2° le travailleur, qui a commencé une activité indépendante, a perdu le droit aux allocations parce qu'il a dépassé le délai de un an prévu au § 1er.

**Art. 9. § 1er.** Les allocations perçues pour une période inférieure à six mois doivent être remboursées.

Le remboursement prévu à l'alinéa précédent n'est pas réclamé lorsque la période d'interruption fait immédiatement suite à une autre période d'interruption de carrière.

§ 2. L'Administrateur général de l'Office national de l'emploi ou l'agent désigné par lui peut renoncer à la récupération en cas de reprise de travail motivée par des circonstances exceptionnelles dans le chef du membre du personnel si celui-ci introduit à cet effet une requête éventuellement accompagnée des pièces justificatives nécessaires. Cette requête est introduite par le membre du personnel auprès du directeur compétent qui la transmet à l'Administrateur général.

**Art. 10.** Les membres du personnel bénéficiant d'allocations d'interruption peuvent se rendre à l'étranger à condition de conserver un domicile en Belgique.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique.

**Art. 11.** Les dispositions des chapitres II, III et IV de l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, ainsi que les arrêtés royaux qui les modifient ou les remplacent sont applicables à l'interruption de la carrière organisée par le présent arrêté.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1994.

La perte d'allocations d'interruption après un an d'activité indépendante, prévue à l'article 8, § 2, alinéa 2 du présent arrêté, ne s'applique toutefois qu'à partir du début d'une nouvelle période d'interruption de carrière, qui commence à partir du 1er janvier 1995.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la réduction de 5 p.c. du montant de l'allocation d'interruption prévue aux articles 3, § 4, et 5, § 4, du présent arrêté, ne s'applique toutefois qu'à partir du début d'une nouvelle période d'interruption de la carrière, qui commence à partir du 1er janvier 1995.

**Art. 13.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

De onderbrekingsuitkeringen kunnen niet gecumuleerd worden met een pensioen ten laste van de Belgische Staat. Het recht op loopbaanonderbreking zonder uitkeringen kan enkel toegekend worden indien :

1° de werknemer geniet van een overlevingspensioen;

2° de werknemer die een zelfstandige activiteit begonnen is het recht op uitkeringen verloren heeft omdat hij de termijn van één jaar, voorzien in § 1, overschreden heeft.

**Art. 9. § 1.** De onderbrekingsuitkeringen die ontvangen werden door een periode van minder dan zes maanden dienen te worden terugbetaald.

De in het eerste lid bedoelde terugbetaling wordt niet gevorderd wanneer de periode van onderbreking onmiddellijk volgt op een andere periode van loopbaanonderbreking.

§ 2. De Administrateur-generaal van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening of het door deze laatste aangewezen personeelslid kan afzien van de terugvordering in geval van een werkhervatting gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden ten aanzien van het personeelslid als dit personeelslid daartoe een verzoekschrift, eventueel vergezeld van de nodige bewijsstukken, heeft ingediend. Dit verzoekschrift wordt door het personeelslid ingediend bij de bevoegde directeur die het aan de Administrateur-generaal doet toekomen.

**Art. 10.** De personeelsleden gerechtigd op onderbrekingsuitkeringen mogen zich naar het buitenland begeven op voorwaarde dat zij hun woonplaats in België behouden.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald.

**Art. 11.** De bepalingen van de hoofdstukken II, III en IV van het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries, alsmede de koninklijke besluiten die deze bepalingen wijzigen of vervangen zijn van toepassing op de loopbaanonderbreking waarin door dit besluit wordt voorzien.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1994.

Het verlies van het recht op onderbrekingsuitkeringen na 1 jaar zelfstandige activiteit, zoals voorzien bij artikel 8, § 2, tweede lid van dit besluit, wordt echter slechts toegepast vanaf het begin van een nieuwe periode van loopbaanonderbreking, die aanvangt vanaf 1 januari 1995.

In afwijking van het eerste lid wordt de vermindering met 5 pct. van het bedrag van de onderbrekingsuitkering voorzien bij de artikelen 3, § 4, en 5 § 4, van dit besluit, slechts toegepast vanaf het begin van een nieuwe periode van loopbaanonderbreking die aanvangt vanaf 1 januari 1995.

**Art. 13.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

F. 95 — 1303

[Mac — 12289]

**7 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 juin 1952 fixant le nombre des membres du Conseil national du Travail et déterminant les modalités de leur présentation (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tout, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du Travail, modifiée par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 3:

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 mai 1952, *Moniteur belge* du 31 mai 1952.

Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.

Arrêté royal du 24 juin 1952, *Moniteur belge* du 27 juin 1952.

N. 95 — 1303

[Mac — 12289]

**7 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 juni 1952 tot vaststelling van het aantal leden van de Nationale Arbeidsraad en bepaling van de modaliteiten van hun voordracht (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 3:

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 29 mei 1952, *Belgisch Staatsblad* van 31 mei 1952.

Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

Koninklijk besluit van 24 juni 1952, *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1952.